



Égypte/Monde arabe

15-16 | 1993

Les crises soudanaises des années 80

Sous-développement, crise globale et crise économique

Salah al-Din al-Shazali



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/1008>

DOI : 10.4000/ema.1008

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1993

Pagination : 21-26

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Salah al-Din al-Shazali, « Sous-développement, crise globale et crise économique », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Première série, Les crises soudanaises des années 80, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1008> ; DOI : 10.4000/ema.1008

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Sous-développement, crise globale et crise économique

Salah al-Din al-Shazali

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par François Ireton.

Ce texte est extrait de : Salah al-Din al-Shazali et Abdallah M. al-Hassan, « The political economy of crisis in the Sudan », contribution présentée à la table ronde sur Les Erythréens à Kassala, qui s'est tenue en 1987 à Kassala dans le cadre du projet de recherche commun au DSRC de l'Université de Khartoum et à l'Université libre d'Amsterdam.

- 1 Il existe un consensus général sur le fait que la décennie 80 fut une période de crise économique au Soudan. Mais les universitaires et hommes politiques sont en profond désaccord sur la nature, les caractéristiques, les origines et la dynamique de cette crise.
Crises sectorielles ou crise globale ?
- 2 Certains observateurs voient dans cette crise l'une de celles, distinctes bien qu'interdépendantes, qui affectent les différentes sphères de la société soudanaise et qui sont d'ordre économique, mais aussi écologique, politique, etc. Pour les tenants de cette optique, la crise qui sévit dans chaque sphère particulière requiert sa propre stratégie thérapeutique. Ainsi, la chute du régime de Nimeyri en 1985 aurait ouvert la voie d'une solution à la crise politique, bien qu'une issue à la guerre civile qui continuait de sévir, au Sud-Soudan restât à trouver. La Conférence économique nationale de 1986 était conçue comme un forum susceptible de proposer des solutions adéquates à ce qui leur apparaissait comme une crise économique autonome : c'est d'ailleurs dans ce sens que les représentants des partis politiques, des syndicats et des associations professionnelles y prirent part, dans l'espoir d'une formulation consensuelle des solutions. A la fin des années 80 cependant, quatre ans après la chute de Nimeyri, l'optimisme qui régnait quant

au dénouement de la crise politique et de chaque crise particulière n'a plus été de mise : « les » crises semblent s'être accentuées plutôt que résolues.

- 3 L'autre conception postule au contraire l'existence d'une crise et d'une seule, mais à multiples facettes et présente dans toutes les sphères, écologique (l'environnement étant socialement modifié et utilisé), socio-économique et politique. Selon cette vision des choses, la crise est typique d'un état de sous-développement renvoyant à une configuration particulière de structures et processus socio-économiques, de rapports sociaux et de systèmes de pratiques. Le sous-développement se caractérise avant tout par un état de l'économie où une force de travail bon marché est orientée vers le secteur de la production de biens primaires agricoles destinés à l'exportation, secteur encouragé au détriment de la capacité de réponse à la demande intérieure et dictant à l'échelle nationale le rythme de croissance de la force de travail « libre » (c'est-à-dire dépossédée de ses moyens de production). Cette structure conforte les positions du capital marchand aux dépens de l'investissement à long terme dans les secteurs agricoles et industriels et laisse à la masse des petits producteurs directs le soin de subvenir par eux-mêmes à la plupart de leurs besoins, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler un large secteur d'autosubsistance, comprenant aussi bien la petite agriculture non marchande que l'ensemble des activités domestiques. Une des caractéristiques les plus saillantes de cette structure économique réside dans la très inégale distribution des richesses entre classes et entre régions (développement régional inégal).
- 4 Mais ces bases théoriques, trop rapidement énoncées, ne doivent nullement conduire à l'idée que le sous-développement n'est qu'un phénomène économique. La reproduction d'un tel système « malformé » ne peut en effet être assurée que par la structure politique permettant sa continuité et pour ainsi dire son « enkystement ». La crise politique sera alors considérée comme prenant ses racines dans la contradiction qui oppose les aspirations de la grande majorité des Soudanais à une démocratisation réelle, d'un côté, et le maintien d'un appareil d'État qui a été mis en place pour assurer la continuité du système économique décrit ci-dessus, de l'autre. Quant à la crise de l'environnement, elle est intimement liée au « procès de sous-développement » dans au moins deux sens. D'une part, le mode d'utilisation des ressources naturelles dicté par la logique de fonctionnement de cette économie « malformée » ne prend aucunement en compte les impératifs de reproduction des conditions naturelles de la production (ce qu'il est maintenant convenu d'appeler les impératifs de « durabilité » — *sustainability*), qui tendent ainsi à se dégrader rapidement. D'autre part, alors que la dégradation des écosystèmes est en fait un phénomène qui affecte la planète entière, les pays aussi sous-développés que le Soudan sont les seuls à en ressentir si cruellement et à si court terme les effets ; ces derniers se concrétisent par l'extrême vulnérabilité des groupes sociaux pauvres de certaines régions (sahéliennes surtout) à l'environnement particulièrement fragile, groupes dépendant maintenant chroniquement, pour leur alimentation, d'opérations de secours massifs.
- 5 Cette brève note souscrit totalement à la seconde vision de la crise soudanaise actuelle et se bornera à en envisager les racines structurelles historiques, qui plongent dans le « procès de sous-développement » dont la colonisation a posé les bases et dont la période post-coloniale a vu, alternativement, la reproduction et l'atténuation, puis, durant les années 80, l'aggravation.

L'économie politique du sous-développement soudanais : un « survol » historique

- 6 L'analyse de la « crise économique globale » qui affecte le Soudan doit partir du constat que le sous-développement qui caractérise le pays n'a rien d'un phénomène naturel et ne date pas des deux dernières décennies. D'une part, l'économie soudanaise ne passe pas actuellement par un « stade » qui serait incontournable dans l'histoire du développement des sociétés humaines. En aucun cas les conditions économiques présentes ne doivent être perçues comme le produit d'une inaptitude séculaire du Soudan à assurer sa reproduction sur le plan économique. D'autre part, et contrairement à une croyance erronée très répandue dans l'opinion publique, la crise n'a pas débuté vers la fin des années 70, lorsque le pouvoir soudanais s'est soumis, face aux multiples pressions tant internes qu'externes, aux prescriptions du Fonds monétaire international. Bien au contraire, les fondements des structures et processus qui caractérisent l'économie soudanaise et ont engendré la crise doivent être recherchés à l'interface de forces externes et internes à l'œuvre depuis le début de ce siècle. C'est cet interface qui a dessiné les contours particuliers du mode d'incorporation au Soudan au marché mondial par le biais d'une colonisation totale, en tant que producteur-exportateur de coton, gomme arabique et graines oléagineuses.
- 7 L'État colonial britannique alloua de vastes superficies de terres fertiles à l'agriculture cotonnière dans la Guezira et les deltas du Gash et de Tokar ; dans ces régions et à leur périphérie, de larges segments de la force de travail agro-pastorale qui y résidait furent incorporés — avec leurs familles et la main-d'œuvre qu'elles constituaient — à ces périmètres agricoles, dans le cadre de modes de faire-valoir particuliers. C'est selon cette voie que l'État colonial présida aux débuts de l'agriculture capitaliste soudanaise à grande échelle et favorisa l'intégration de l'économie « nationale » — que, simultanément, il créait — à l'économie internationale. Ainsi se mit également en action le processus de « marchandisation » (*commoditization*) d'une production agricole auparavant orientée vers l'autosubsistance, cependant que l'économie paysanne encore largement prédominante amorçait son processus d'incorporation au marché mondial. Simultanément, les méthodes classiques d'imposition fiscale, d'amendes et de manipulation du marché des biens de consommation en vue d'affecter les goûts et modes de vie de la population furent utilisées par le pouvoir colonial pour renforcer les besoins en numéraire de cette dernière et développer ainsi l'économie monétaire dans les régions jusque-là peu monétarisées du Soudan. Dans certaines régions, ce même pouvoir imposa la culture pluviale du coton aux communautés dites d'agriculteurs traditionnels » (chez les Nouba du Sud-Kordofan et les Azandé du Sud-Soudan). D'autres « communautés traditionnelles » furent, par contrainte, forcées de s'engager dans l'agriculture commerciale à petite échelle ou dans les migrations saisonnières de travail salarié et de participer ainsi à l'économie coloniale. Dans pratiquement toutes les régions, les mesures coloniales visant la monétarisation de l'économie rurale favorisèrent ainsi l'intégration des cultures de rente, de la commercialisation du bétail et des migrations saisonnières aux structures agraires dites traditionnelles.
- 8 Par contre, tout développement industriel fut négligé ou bloqué durant la période coloniale, à l'exception de l'installation de nombreuses usines d'égrenage de coton dans les zones qui en étaient productrices, équipements indispensables à son exportation. De même, le développement des infrastructures fut uniquement orienté par les exigences du commerce de type colonial. Par contraste, le commerce d'importation fut florissant, dans la mesure où il fournissait le marché intérieur de biens de consommation manufacturés et bénéficiait de la monétarisation croissante du pays.

- 9 Les orientations coloniales de l'économie soudanaise (comme la structure de classes qui émergea dans ce contexte) furent non seulement préservées mais encore consolidées après l'indépendance, sous les gouvernements nationaux successifs. Le « développement », sous le pouvoir colonial comme après, ne signifia rien d'autre que l'expansion de la production de biens primaires agricoles d'exportation, et ceci au détriment même de la sécurité alimentaire nationale. Le développement post-colonial des périmètres irrigués du type « Guezira » (Managuil, New-Halfa, Rahad), confirme cette assertion. Bien plus, les sources de revenus élevés que constituaient les périmètres irrigués et dont bénéficièrent l'État colonial et certaines entreprises privées virent leur débit diminuer durant la période post-coloniale, du fait de la détérioration des termes de l'échange et du déclin des rendements. C'est en réponse à ces phénomènes que les politiques gouvernementales commencèrent à favoriser l'expansion de la grande agriculture pluviale mécanisée. L'origine de ce processus remonte en fait aux années 40, lorsque le gouvernement colonial introduisit la mécanisation dans l'agriculture soudanaise afin d'assurer l'approvisionnement des troupes anglaises combattant en Afrique du Nord durant la seconde guerre mondiale. Mais ce n'est pas avant le début des années 60 que ce type d'agriculture se développa massivement. La politique d'attribution de lots de terres agricoles et de larges crédits favorisa très clairement les fractions les plus aisées de la population et la bourgeoisie marchande en particulier.
- 10 On le sait, les terres attribuées aux grands exploitants n'étaient pas vacantes, comme les hommes politiques promoteurs de ce système voulaient le faire croire. Ces étendues servaient souvent de terrains de parcours et de pâturage aux pasteurs nomades qui les utilisaient une partie de l'année. Dans certains cas également, ces terres étaient utilisées de façon intermittente par la petite agriculture pluviale vivrière, pratiquant un système de rotations à jachères longues. L'expansion de la grande agriculture pluviale mécanisée s'est donc effectuée en partie au détriment de l'élevage et de la petite agriculture, dont elle provoqua dans certaines régions la marginalisation, ce qui accéléra la transformation des petits producteurs ruraux soudanais en travailleurs salariés, d'abord engagés dans des migrations saisonnières puis, plus récemment, dans des déplacements à long terme.
- 11 L'imposition au Soudan d'un type d'économie coloniale eut des conséquences à long terme sur le développement du pays. Parmi les caractéristiques les plus nocives de cette économie figure le fait que ce fut le commerce extérieur d'importation et d'exportation — le premier surtout — qui fut le lieu et le moyen privilégiés d'accumulation du capital au Soudan. La « marchandisation » (*commoditization*) croissante de l'économie rurale, l'échange inégal, les méthodes de contrainte extra-économique et l'accès au pouvoir d'État constituèrent les instruments principaux qui permettaient à la bourgeoisie marchande de maintenir sa domination. Cet état de fait reste déterminant pour la compréhension des modes actuels de développement (ou de non-développement) de l'ensemble des secteurs productifs de l'économie soudanaise.
- 12 Les grands marchands investissent parfois dans ces secteurs ; ceux qui font le commerce des graines oléagineuses, jouant sur leur position élevée dans la hiérarchie marchande, tendent par exemple à maximiser leurs bénéfices en entreprenant la construction d'huileries. Mais dans la plupart des cas, la bourgeoisie marchande ne diversifie ses activités en investissant productivement que lorsque se présentent des occasions de profits rapides et élevés à moindre risque. Un bon exemple en est précisément la recherche d'opérations financières fructueuses à mener dans la grande agriculture pluviale mécanisée. Dans ce secteur, des profits rapides peuvent être réalisés en prenant

des terres en fermage, en les épuisant en quelques années et en louant de nouveaux lots. Un autre exemple de ce type de comportement se retrouve dans les pratiques qui consistent à demander un permis de construire en vue de l'implantation d'un établissement industriel, à obtenir les avantages concédés par l'État dans ce domaine et à n'utiliser le terrain prévu que pour y mener des activités commerciales.

- 13 Ainsi, par cette domination du capital marchand, l'économie soudanaise manque de secteurs de production de biens d'équipement et d'un grand nombre de produits manufacturés indispensables à la consommation courante ; elle reste, dans ces domaines, hautement dépendante des importations de technologie, de biens et de capitaux étrangers, alors qu'elle continue à n'exporter que des produits primaires agricoles tels que le coton, les graines oléagineuses et la gomme arabique. Tous traits qui caractérisent une économie « néo-coloniale » sous-développée.
- 14 N'ont été abordés ici, trop brièvement, que le processus d'élaboration et les caractéristiques du « terreau » socio-économique dans lequel la crise « multi-facettes » actuelle prend ses racines. Les articles qui suivent en examineront *certaines* des causes immédiates et des manifestations sectorielles.
-

INDEX

Mots-clés : Soudan

AUTEUR

SALAH AL-DIN AL-SHAZALI

Université de Khartoum